

des réactionnaires. Ce sont les majorations de prix qu'il faut limiter. Je voudrais poser au ministre une autre question. Si elle veut m'en poser elle aussi, je lui en donnerai l'occasion. Le *Financial Post*, de nouveau un journal qui n'a pas beaucoup de sympathie pour la position que je défends, disait ceci, et je cite le numéro du 18 décembre à la page 10:

Écoutez l'économiste-conseil Michael McCracken, président de Informetrica Ltd., encourager Ottawa à stimuler l'économie au moyen de réductions d'impôt et de dépenses accrues du gouvernement. Selon McCracken: «Des retards supplémentaires risquent de provoquer une chute marquée des investissements commerciaux, un effondrement des établissements privés et publics et une rupture du tissu social du Canada».

Comme le faisait remarquer le député de Humboldt-Lake Centre (M. Althouse), pourquoi réduire le revenu que l'on donne aux familles si l'on veut réellement relancer l'économie, puisque c'est justement une des façons de s'y prendre? Si vous leur donnez de l'argent, elles vont le dépenser. En réalité, vous exercez un choix. Vous choisissez de donner l'argent à Dome. Vous choisissez de donner 8.7 milliards de subvention. Vous choisissez ce genre de renflouage de différentes compagnies, Chrysler par exemple. C'est ça la politique que vous suivez. Le ministre, me semble-t-il, s'accroche à cette politique.

Je voudrais conclure, monsieur le Président, en disant que les gens ont peur, devant ce système, cette économie, et qu'ils veulent des solutions. Ils veulent une plus grande sécurité pour leurs enfants et ils réclament des solutions. Nous sommes tous d'accord pour dire que le pays est en difficulté, qu'il connaît des problèmes économiques et que nous devons faire des choix. Le ministre doit faire des choix, et ceux-ci touchent les fondements même de notre régime politique. Je suis revenu de Vancouver ce matin. Hier, j'étais avec un groupe de Philippins, de nouveaux immigrants au Canada. Ce groupe s'appelait la Philippino Diamond Society, il n'y avait pas de juges là. Il y avait simplement des gens extrêmement sincères et chacun de ceux qui ont pris la parole a fait écho aux propos du pape Jean-Paul à Manille, disant que notre plus grand espoir, ce sont nos enfants. Personne ne dira le contraire, sans doute, mais, pourquoi alors s'en prendre aux enfants? Pourquoi, comme le dit Willy Brandt, sommes-nous en train de lutter contre l'inflation sur le dos des plus démunis? Pourquoi n'avons-nous pas trouvé une juste solution? Pourquoi, si nous devons stimuler l'économie, limitons-nous les versements destinés aux gens qui en auraient besoin et les dépenseraient? Pourquoi le donner aux Michael Pitfield de ce pays? Eux ne sont pas soumis au programme des 6 et 5 p. 100 parce qu'ils sont riches et bien installés. Frank Scott, un grand poète, a écrit ce qui suit. Parlant du rêve des Canadiens, il disait:

Hidden in wonder and snow, or sudden with summer,  
This land stares at the sun in a huge silence  
Endlessly repeating something we cannot hear.  
Inarticulate, arctic,  
Not written on by history, empty as paper.

Ce que dit M. Scott, c'est que nous pouvons habiter tout ce pays, créer un pays, un pays juste, dans lequel tous feront leur part. C'est ce que le premier ministre (M. Trudeau) voulait faire en 1968, mais maintenant il est tombé dans l'engrenage. Il nous propose le projet de loi dont sommes saisis aujourd'hui. Nous devons également étudier un amendement conservateur

### L'ajournement

qui dit, en quelque sorte: «Luttons contre l'inflation sur le dos des enfants de ce pays». Notre parti, est uni. Tous, dans cette Chambre, ce soir, nous disons non, jamais; et nous voterons contre ce projet.

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-St. James):** Monsieur le Président, je me réjouis d'être ici ce soir, car j'estime qu'il est très important de participer à ce débat. C'est effectivement ainsi que nous espérons gagner du temps afin que le gouvernement retrouve la raison et retire ce projet de loi au lieu de tant insister pour que la Chambre des communes l'adopte. Le bill C-132 tend à modifier la loi sur les allocations familiales, et découle essentiellement du programme de restriction du gouvernement, cette présumée politique économique que ce dernier cherche à faire mousser à l'échelle du pays. L'argument principal qu'il faut évoquer contre l'application du programme d'austérité aux allocations familiales c'est que, comme politique économique, tout d'abord, ce programme est une fraude, et comme politique sociale, étendu aux allocations familiales, à la sécurité de la vieillesse et aux pensions de la Fonction publique, il se révèle destructeur. Ce prétendu programme économique ne saurait remplacer une mesure sociale équitable dans le cas des allocations familiales ou des pensions, et ne pourrait certainement pas tenir lieu de véritable politique économique.

Monsieur le Président, puis-je dire qu'il est 10 heures maintenant et proposer que nous reprenions le débat demain après-midi?

**Le président suppléant (M. Blaker):** La Chambre est d'accord pour dire qu'il est 10 heures.

## MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE—A) L'APPLICATION AUX PRODUCTEURS DE LAIT. B) L'AUGMENTATION DU PRIX DU LAIT

**M. Bill Domm (Peterborough):** Monsieur le Président, je voudrais soulever une ou deux questions découlant d'une période de questions au cours de laquelle le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) a été prié de justifier une augmentation de prix qui s'est traduite par une hausse de 40 cents le contenant de lait à un moment où les familles ont un mal fou à boucler leur budget.

● (2200)

Les laiteries ont également éprouvé des difficultés financières. Elles ont exprimé leurs inquiétudes devant les frais supplémentaires qui leur sont imposés parce que le gouvernement oblige, par décret du conseil, non seulement les trois secteurs, mais également les producteurs laitiers à adopter le système métrique. Le ministre n'a rien répondu. Il n'a même pas parlé du lait, il a simplement mentionné une pétition présentée à la Chambre des communes dont je parlerai plus tard.